

**Assemblée générale**

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Distr. générale
10 mars 2023
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 17^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 21 novembre 2022, à 10 heures

Président : M. Kridelka (Belgique)
*Vice-Présidente du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M^{me} Gaspar Ruas

SommairePoint 138 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour 2023 (*suite*)

*Rapport sur l'utilisation de l'autorisation d'engagement de dépenses et
demande de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des
tribunaux cambodgiens*

Travaux de construction et gestion des biens immobiliers (suite)

*État d'avancement des travaux de rénovation de l'Africa Hall et des
travaux de construction des nouveaux locaux à usage de bureaux à la
Commission économique pour l'Afrique*

Installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 138 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour 2023 (suite)

Rapport sur l'utilisation de l'autorisation d'engagement de dépenses et demande de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (A/77/7/Add.17 et A/77/513)

1. **M. Ramanathan** (Contrôleur), présentant le rapport du Secrétaire général sur l'utilisation de l'autorisation d'engagement de dépenses et demande de subvention aux Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (A/77/513), dit que le rapport décrit les importants progrès accomplis et résultats obtenus par les Chambres dans chaque affaire judiciaire, fait le point sur le cadre juridique pour l'achèvement des travaux et les fonctions résiduelles des Chambres, souligne les difficultés financières persistantes auxquelles elles font face et présente les besoins en ressources pour la composante internationale pour 2023.

2. Malgré les efforts de collecte de fonds déployés par le Secrétariat, la tendance à la baisse des contributions volontaires s'est poursuivie en 2022. Les Chambres ont mis en œuvre des mesures pour faire face au déficit de financement, notamment en gelant le recrutement visant à pourvoir les postes vacants, à moins que l'embauche ne soit absolument nécessaire pour maintenir leurs fonctions les plus critiques et éviter tout impact sur les procédures judiciaires. Ces mesures, ajoutées à la subvention prélevée sur le budget ordinaire, de 7 millions de dollars pour 2022, ont assuré le financement des opérations de la composante internationale des Chambres jusqu'à la fin de 2022.

3. En septembre 2022, les Chambres ont rendu un arrêt sur les appels interjetés dans l'affaire 002/02, confirmant les condamnations de l'ancien chef de l'État du Kampuchea démocratique pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Le texte intégral de l'arrêt sera déposé d'ici à la fin de l'année 2022, ce qui mettra un terme à la procédure en appel. Les Chambres commenceront à exercer leurs fonctions résiduelles en 2023, conformément à l'additif à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/257 B. Les fonctions résiduelles comprennent la déclassification des pièces du dossier, la révision éventuelle des condamnations, l'exécution des jugements et la protection des victimes et des témoins, ainsi que la conservation des archives des Chambres et l'accès à celles-ci, et la diffusion d'informations aux victimes,

aux témoins et au grand public. Cette subvention permettra aux Chambres de s'acquitter de leurs fonctions résiduelles sans heurt, diligence et efficacité et de laisser un héritage permanent au peuple cambodgien.

4. Les autorisations d'engagement approuvées au cours des huit années précédentes ont permis à l'ONU d'aider les Chambres à établir les responsabilités pour les crimes commis par les Khmers rouges. Il est demandé à l'Assemblée générale d'approuver l'ouverture d'un crédit pour une subvention destinée à la composante internationale d'un montant de 4 millions de dollars pour 2023, en tenant compte des contributions volontaires prévues d'un montant d'environ 0,5 million de dollars. Ce soutien permettra à l'ONU de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de l'accord conclu avec le Gouvernement cambodgien. Dans le même temps, le Secrétaire général continuera à mener des actions intensives de sensibilisation et de collecte de fonds.

5. **M^{me} Gaspar Ruas** (Vice-Présidente du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif (A/77/7/Add.17), dit que le Comité consultatif réaffirme qu'il faut clore les dossiers dans les plus brefs délais et intensifier les activités de collecte de fonds et de rationalisation de l'utilisation des ressources. Les Chambres entament la phase résiduelle de leurs travaux et ceux-ci feront l'objet d'une évaluation initiale pendant trois ans, période au cours de laquelle elles doivent chercher à achever toutes les activités judiciaires de manière ordonnée, assurer leur legs judiciaire et renforcer l'appropriation au niveau national. Les archives des Chambres constituent une composante importante du droit international humanitaire et il faut faire tous les efforts possibles pour en garantir l'accessibilité au grand public.

6. Le Comité consultatif estime que les soldes non utilisés des engagements de dépenses approuvés pour les périodes passées doivent être restitués aux États Membres. L'autorisation d'engagement de dépenses a servi de mécanisme provisoire ; ouvrir des crédits pour une subvention irait à l'encontre de la décision prise de financer les Chambres principalement au moyen de contributions volontaires. Les subventions allouées aux Chambres extraordinaires doivent continuer de faire l'objet d'une autorisation d'engagement de dépenses.

7. En ce qui concerne les ressources nécessaires pour 2023, le Comité consultatif a tenu compte de l'achèvement des procédures judiciaires et du passage à la phase résiduelle, où il conviendra qu'il y ait une plus grande appropriation des activités par le pays. Compte

tenu de la persistance des problèmes de financement, il compte que les Chambres et l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges redoubleront d'efforts pour rationaliser l'utilisation des fonds. Le Comité consultatif rappelle la demande que l'Assemblée générale a adressée au Secrétaire général tendant à ce qu'il propose des moyens permettant de faire en sorte qu'une seule entité du Secrétariat supervise les interactions opérationnelles, budgétaires et financières avec l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant ne dépassant pas 3,4 millions de dollars pour compléter les contributions volontaires destinées au financement de la composante internationale des Chambres pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023. Cela représente une réduction de 15 % par rapport à la subvention de 4 millions de dollars qui est demandée.

8. **M. Durrani** (Pakistan), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe se réjouit des progrès substantiels accomplis et félicite les fonctionnaires judiciaires et le personnel pour leur dévouement à l'égard du mandat des Chambres malgré des circonstances difficiles. Le fonctionnement efficace et efficient des Chambres est crucial. Dans sa résolution [76/246 A](#), l'Assemblée générale a réaffirmé l'importance des travaux des Chambres et a déclaré que garantir un financement adéquat et durable des Chambres reste une priorité pour le Groupe.

9. Le Groupe félicite le Cambodge de sa détermination à fournir des contributions en nature et la majorité du financement de la composante nationale au cours des cinq dernières années, ainsi que les États Membres qui ont fourni des ressources extrabudgétaires pour soutenir les travaux des Chambres. Toutefois, le Groupe est préoccupé par les problèmes financiers que les Chambres rencontrent malgré les efforts de collecte de fonds. Les autres contributions volontaires ont diminué, passant de 17,7 millions de dollars en 2015 à 3,6 millions en 2021. Le Secrétaire général devrait poursuivre ses efforts de collecte de fonds afin de combler les déficits de financement par des contributions volontaires des États Membres.

10. La communauté internationale doit faire en sorte que les Chambres disposent des moyens financiers nécessaires pour garantir que les auteurs des crimes perpétrés sous l'ancien régime des Khmers rouges aient à répondre de leurs actes et pour gérer leurs archives judiciaires conformément aux normes internationales, sinon la quête de justice du peuple cambodgien et la lutte contre l'impunité subiront un grave revers. Le Groupe soutient donc la proposition du Secrétaire

général de compléter les ressources extrabudgétaires des Chambres pour 2023.

11. **M. Ke** (Cambodge) dit que le Cambodge accueille favorablement le rapport du Secrétaire général ([A/77/513](#)) et appuie sa demande de subvention de 4 millions de dollars destinée à la composante internationale pour 2023. Sa délégation appelle les autres États Membres à soutenir une subvention qui garantira un financement prévisible pour que les Chambres puissent mener à bien les travaux restants. Le Cambodge approuve le projet de budget des Chambres pour 2023, qui garantirait l'achèvement en temps voulu des procédures judiciaires et le commencement de l'exercice des fonctions résiduelles. En ce qui concerne le projet de budget de 1,52 million de dollars pour la composante nationale, son gouvernement continuera à fournir une contribution directe pour couvrir les coûts opérationnels des Chambres et les traitements du personnel recruté sur le plan national pendant au moins six mois. Le Gouvernement demandera un soutien financier à d'autres donateurs pour couvrir le déficit restant pour les traitements, qui s'élève à 0,46 million de dollars. Il remercie le comité directeur des Chambres, le groupe des principaux donateurs et le groupe des États intéressés pour leur soutien à la cause de la justice au Cambodge, et se félicite de la perspective de voir les Chambres passer à l'exercice de leurs fonctions résiduelles en 2023.

Travaux de construction et gestion des biens immobiliers (suite)

État d'avancement des travaux de rénovation de l'Africa Hall et des travaux de construction des nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique ([A/77/7/Add.16](#) et [A/77/339](#))

Installations de conférence à l'Office des Nations Unies à Nairobi ([A/77/7/Add.15](#), [A/77/367](#) et [A/77/367/Corr.1](#))

12. **M. Ramanathan** (Contrôleur), présentant le septième rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des travaux de rénovation de l'Africa Hall et la construction de nouveaux bureaux à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba ([A/77/339](#)), dit que le rapport fait le point sur le projet depuis le précédent rapport ([A/76/308](#)). La nouvelle procédure d'appel à la concurrence pour les principaux travaux de rénovation de l'Africa Hall a été menée à bien et le contrat de construction a été attribué en août 2022. À présent, le projet devrait être, pour

l'essentiel, achevé en juin 2024, soit neuf mois plus tard que prévu dans le précédent rapport. Grâce aux mesures d'analyse de la valeur qui ont été prises et aux délais d'exécution plus courts qui ont été convenus avec l'entrepreneur chargé des principaux travaux, il est encore prévu que le projet soit mené à bien sans dépassement du montant maximum approuvé, à savoir 56,9 millions de dollars.

13. Comme demandé par l'Assemblée générale, la CEA sollicite des contributions volontaires auprès des États Membres. La Commission a participé à l'Expo 2020 en mars 2022 pour présenter le projet et rencontrer des donateurs potentiels, et une cérémonie marquant le début des travaux de l'Africa Hall en octobre 2022 a offert l'occasion de sensibiliser les États Membres au fait qu'il est important qu'ils contribuent au projet. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section VIII du rapport du Secrétaire général (A/77/339).

14. Présentant le quatrième rapport du Secrétaire général sur les mesures visant à remédier à la détérioration et aux capacités limitées des installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/77/367 et A/77/367/Corr.1), l'intervenant indique que ce rapport fait le point sur les travaux supplémentaires entrepris entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2022, à la suite de la publication du précédent rapport du Secrétaire général (A/76/400). À la demande de l'Assemblée générale, le Secrétariat a revu les options A et B relatives au projet ; elles visent à accueillir respectivement 7 000 et 9 000 participants aux conférences en présentiel pour répondre aux besoins à court terme et à long terme. Le Secrétaire général recommande l'option B affinée.

15. Les efforts d'avancement du plan directeur et de l'avant-projet entrepris ont permis de réaliser des gains d'efficacité, au moyen de la maximisation de la réutilisation des espaces existants du complexe actuel de l'Office des Nations Unies à Nairobi, de la réduction au minimum de l'ampleur des nouvelles constructions grâce à des études de planification de l'espace, de l'accélération du calendrier du projet et de l'avancement des travaux de construction de manière à limiter la hausse des coûts et les provisions pour imprévus. Le coût maximal de l'option A s'élève désormais à 228,6 millions de dollars, soit une réduction de 14 millions de dollars (5,8 %) par rapport au coût prévu l'année précédente, et le coût maximal de l'option B s'élève désormais à 265,6 millions de dollars aux taux courants, soit une réduction de 13,4 millions de dollars (4,8 %). Le calendrier du projet a été prolongé de neuf mois et l'essentiel des travaux devrait être achevé en 2029, sous réserve de l'autorisation par l'Assemblée

générale de démarrer la phase de conception au début de 2023. Les décisions qu'il est recommandé à l'Assemblée générale de prendre sont énoncées à la section VIII du rapport (A/77/367).

16. **Gaspar Ruas** (Vice-Présidente du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur l'état d'avancement des travaux de rénovation de l'Africa Hall à la CEA (A/77/7/Add.16), dit que le Comité consultatif note que le contrat relatif aux principaux travaux de rénovation a été attribué en août 2022 et qu'il est désormais prévu que le projet soit achevé pour l'essentiel d'ici au 29 juin 2024, ce qui représente un retard supplémentaire de neuf mois par rapport au précédent rapport d'avancement. Le Comité consultatif est préoccupé par le fait qu'en conséquence on prévoit que le projet sera retardé de trois ans et demi par rapport à son calendrier initial. Le Comité consultatif note également que le niveau de confiance est de 32 %, soit une baisse notable de 17 % depuis le précédent rapport d'avancement, ce qui représente le niveau le plus bas depuis le début du projet de rénovation de l'Africa Hall. Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général suivra de près et atténuera les risques liés au projet et fera en sorte que celui-ci soit exécuté en temps voulu dans le respect du budget approuvé de 56,9 millions de dollars.

17. Le Comité consultatif note que l'Assemblée générale a déjà ouvert un crédit d'un montant total de 36,5 millions de dollars aux fins du projet pour la période 2016-2021 et qu'un solde de 12 millions de dollars devrait rester inutilisé à la fin de 2022. S'agissant des dépenses prévues pour 2023, qui s'élèvent à 18,2 millions de dollars, le Comité consultatif note que le Secrétaire général entend les financer en partie à l'aide du solde inutilisé disponible à la fin de 2022, et compte que des informations actualisées sur l'état des dépenses seront communiquées à l'Assemblée lorsque celle-ci examinera le rapport.

18. Le Comité consultatif formule d'autres observations et recommandations, notamment sur la mise en commun et l'application des enseignements tirés des projets de construction de l'Organisation, sur l'épuisement de la réserve pour imprévus du projet et sur le dossier de décision relatif au centre des visiteurs et les contributions volontaires qui devraient être mobilisées à cette fin. Le Comité consultatif sait gré au pays hôte de l'appui qu'il apporte à la CEA et compte que le Secrétaire général continuera de collaborer avec le pays pour assurer la réussite du projet de rénovation de l'Africa Hall.

19. Passant au rapport du Comité consultatif sur les mesures visant à remédier à la détérioration et aux capacités limitées des installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi ([A/77/7/Add.15](#)), M^{me} Ruas indique que le Comité consultatif réaffirme qu'il est nécessaire de réaliser le projet dans les meilleurs délais afin de remédier à la détérioration et aux capacités limitées des installations de conférence à Nairobi et note qu'une décision prise après 2024 sur les travaux de construction retarderait considérablement l'achèvement du projet et entraînerait des coûts supplémentaires. La décision de mettre en œuvre l'option A ou l'option B relève d'une question de politique générale devant être soumise à l'Assemblée générale. Néanmoins, le Comité consultatif voit un intérêt à ce que l'Assemblée autorise le Secrétaire général à lancer la conception de l'option B, ce qui permettrait de mettre en œuvre : a) l'option A seulement ; b) l'option B après la fin de la phase de conception ; c) des éléments faisant partie de l'option B ultérieurement. Le Comité consultatif recommande à nouveau que l'Assemblée prie le Secrétaire général de créer, aux fins du projet, un compte pluriannuel des travaux de construction en cours, afin que les sommes non utilisées y soient reportées à compter de 2022.

20. Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fournira de plus amples détails sur le nombre prévu de participants en présentiel et sur la durée des conférences, pour ce qui est des entités qui ont déjà déclaré qu'elles utiliseraient les installations de conférence à Nairobi. Les bonnes pratiques et les enseignements tirés d'autres projets de construction réalisés par l'ONU, notamment en ce qui concerne l'accessibilité, la durabilité, l'objectif zéro émission nette et la stratégie générale d'efficacité énergétique, devraient être intégrés dans la conception du projet.

21. Le Comité consultatif est d'avis que les services de sécurité fournis dans le cadre des deux projets de construction devraient être coordonnés et que les coûts correspondants devraient être partagés afin de créer des synergies et de faire en sorte que la sécurité dans le complexe fasse l'objet d'une approche globale. Le Comité consultatif recommande donc que la création du poste de spécialiste de la sécurité personnelle (P-3) ne soit pas approuvée.

22. L'approbation du coût total maximal du projet, soit 228,6 millions de dollars pour l'option A ou 265,6 millions de dollars pour l'option B aux taux courants, relève de la décision de l'Assemblée générale. En ce qui concerne les ressources pour 2023, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale ouvre des crédits d'un montant de 6,2 millions de dollars

pour le projet, qui seraient imputés sur le fonds de réserve.

23. Le Comité consultatif remercie le pays hôte du soutien qu'il apporte à l'Office des Nations Unies à Nairobi et compte que le Secrétaire général continuera d'engager des échanges avec tous les États Membres, ainsi qu'avec les donateurs publics et privés, en vue de recueillir des contributions volontaires, dont des contributions en nature, et d'autres formes d'aide qui viseront à dégager des gains d'efficacité et à compenser le coût global du projet.

24. **M. Durrani** (Pakistan), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe exprime sa gratitude aux pays hôtes, respectivement de la CEA et de l'Office des Nations Unies à Nairobi, pour leur appui continu à la facilitation de la mise en œuvre des projets. Il remercie l'Éthiopie et le Mali de leurs contributions et la Suisse et l'Italie de leurs annonces de contribution. Le Groupe appelle à de nouvelles contributions volontaires pour assurer la réussite des projets.

25. Le Groupe note que le choix de l'entrepreneur principal a été arrêté en 2022 et se félicite de la cérémonie d'inauguration des travaux au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba. L'Africa Hall est un bâtiment historique dont la conception et l'apparence originales devraient être respectées. Le Groupe reconnaît également que des engagements ont été pris d'assurer la conformité avec les meilleures pratiques en matière de normes de construction, y compris concernant l'accès équitable. Les étudiants, les universitaires, les résidents et les touristes devraient pouvoir y accéder indépendamment de leur capacité d'acquitter un droit d'entrée. Le Groupe demande au Secrétaire général de revoir le projet d'exonération de droit d'entrée afin d'y inclure d'autres groupes, notamment les enfants, les étudiants et les personnes handicapées, et de prévoir une catégorie de droit d'entrée qui tienne compte de la situation et de la devise locales. Un dispositif de gouvernance et de contrôle efficace, une procédure de contrôle interne et l'application du principe de responsabilité seront essentiels pour garantir que le projet soit mis en œuvre sans dépasser le budget approuvé et en respectant le calendrier révisé d'exécution du projet. Le Groupe félicite la CEA des relations efficaces qu'elle entretient avec le pays hôte, le comité des parties prenantes et le groupe consultatif, et salue la mise en œuvre des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne en 2021.

26. En ce qui concerne l'Office des Nations Unies à Nairobi, le Groupe note que le projet doit se conformer

aux normes du secteur en matière de santé, de sécurité et de la préparation aux catastrophes, restaurer et préserver la valeur foncière des locaux de l'ONU, assurer l'accessibilité aux personnes handicapées, veiller à l'élimination des matières dangereuses, mieux utiliser l'espace et moderniser les bâtiments du centre de conférence. Le fait que l'Assemblée générale ne se soit pas prononcée sur toutes les recommandations figurant dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/76/308) a entraîné une prise de retard sur le calendrier et une augmentation des coûts de l'équipe de gestion du projet. Le Groupe craint que tout retard supplémentaire n'entraîne des coûts additionnels ; il est impératif que la Cinquième Commission approuve les recommandations formulées dans le présent rapport (A/77/339).

27. Il importe que l'Office des Nations Unies à Nairobi et le Secrétariat à New York, en particulier le Service de la politique de gestion mondiale des biens, mettent en place une étroite coordination, aux fins de la supervision et de la gouvernance du projet et de l'intégration dans celui-ci des enseignements tirés d'autres projets de construction. Il convient de féliciter le Service pour sa mission de référencement auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Le Groupe espère qu'au cours de la phase de mise en œuvre des projets actuels, aucun effort ne sera épargné pour intégrer des matériaux d'origine et de fabrication locales, ainsi que de la main-d'œuvre et du savoir faire disponibles localement.

28. **M. Ainomuhisha** (Ouganda), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que le Groupe est reconnaissant au Gouvernement éthiopien de son appui constant à la CEA et aux autres bureaux des Nations Unies à Addis-Abeba, notamment pour l'achèvement du projet de rénovation de l'Africa Hall, dont le statut d'exposition permanente pour la Convention panafricaine, qui a conduit à la création de l'Organisation de l'unité africaine, lui confère une énorme importance historique et culturelle. L'Africa Hall a également été le théâtre de la coopération contemporaine entre l'Afrique et les Nations Unies, qui vise à atteindre les objectifs mondiaux et régionaux en matière de développement et de sécurité. En outre, en tant que lieu abritant des reliques de l'histoire, de l'art, de l'architecture et d'autres patrimoines africains, il suscitera la fierté et favorisera l'intégration.

29. Prenant acte du dossier de décision relatif au centre des visiteurs de l'Africa Hall et des prévisions de recettes, le Groupe réaffirme la nécessité de veiller à ce que les droits d'entrée soient abordables pour un large éventail de visiteurs, y compris les étudiants et les autres visiteurs à faible revenu. Les projets visant à exonérer

du droit d'entrée les personnes âgées, les élèves des écoles publiques et le personnel de l'Organisation des Nations Unies sont louables et devraient être étendus à d'autres groupes tels que les enfants et les personnes handicapées.

30. Le Groupe apprécie les contributions volontaires des Gouvernements éthiopien et malien et les engagements pris par les Gouvernements suisse et italien ; il appelle les autres États Membres à verser des contributions volontaires et invite les autres donateurs et les mécènes à apporter leur appui à la rénovation du site historique.

31. Il convient de féliciter la CEA des relations efficaces qu'elle entretient avec le pays hôte, le comité des parties prenantes et le groupe consultatif et de la mise en œuvre des recommandations du Bureau des services de contrôle interne. Le Groupe encourage l'équipe du projet à utiliser davantage les connaissances, les matériaux, les technologies et les capacités disponibles localement. Le Secrétaire général devrait à titre prioritaire faire en sorte que les connaissances et les compétences spécialisées du continent soient utilisées pour préserver l'intégrité historique, culturelle et architecturale du pavillon de l'Africa Hall et le patrimoine qu'il renferme.

32. En ce qui concerne l'Office des Nations Unies à Nairobi, le Groupe félicite le Gouvernement kényan de son soutien continu au projet. L'état des installations des services de conférence, qui ne sont pas adaptées à l'utilisation qui en est faite, a nuit à la capacité du Secrétariat de fournir les services nécessaires aux réunions prévues au calendrier tenues par les organes de l'Organisation sis à Nairobi et a réduit le taux d'utilisation des installations. Compte tenu des besoins croissants des organismes, fonds et programmes des Nations Unies à Nairobi et de la possibilité d'attirer des réunions de plus grande envergure, il est urgent de disposer d'installations de conférence adéquates, sûres et efficaces.

33. L'ampleur des nouvelles constructions dans les deux options révisées présentées dans le rapport du Secrétaire général (A/77/367) a été réduite de manière significative par rapport aux propositions précédentes. Le Groupe cherchera donc à comprendre les hypothèses qui sous-tendent les options actuelles et dans quelle mesure elles permettent de répondre aux besoins à long terme des installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi. L'augmentation de l'utilisation est estimée à 1 000 réunions par an pour l'option B, ce qui se traduirait par un taux d'utilisation de 73 % d'ici à 2030, tandis qu'une augmentation annuelle plus prudente de 500 réunions se traduirait par un taux

d'utilisation de 65 % d'ici à 2030. Dans sa résolution 56/242, l'Assemblée générale a réaffirmé que le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains devraient tenir toutes leurs réunions à l'Office des Nations Unies à Nairobi afin d'accroître l'utilisation des installations de conférence.

34. Par sa résolution 76/246 A, l'Assemblée générale a approuvé la création de 11 emplois de temporaire, qui constituent le noyau principal de l'équipe chargée de la gestion du projet. Le Groupe constate qu'un an plus tard, seuls quatre de ces emplois ont été pourvus. Le Groupe est particulièrement préoccupé par l'affirmation selon laquelle le processus de recrutement n'a pas permis de sélectionner des candidat(e)s possédant les compétences requises. Lors des consultations informelles, le Groupe cherchera à comprendre la dynamique et les considérations de ce processus de recrutement.

35. La gestion des risques du projet étant cruciale, le Groupe reconnaît que la proposition d'établir un cadre de gestion des risques intégré et réactif pour le projet, notamment en recrutant une société indépendante de gestion des risques pour aider l'équipe du projet à définir et à évaluer les risques avant qu'un sinistre ne survienne et pour fournir des rapports indépendants d'étude des risques.

36. **M. Anulo** (Éthiopie) dit que l'Africa Hall, lieu de naissance de l'Organisation de l'unité africaine, continue d'accueillir des délibérations sur les aspirations au développement, à l'équité, à la sécurité et au bien-être humain sur le continent africain. Sa délégation est encouragée par l'appui apporté par de nombreux États Membres lors de la récente cérémonie marquant le début des travaux, remercie l'équipe de projet de la CEA pour son travail sur le projet de rénovation et attend avec impatience l'achèvement du projet dans les délais impartis.

37. Une fois achevé, l'Africa Hall sera en mesure de subvenir à ses besoins, mais cela nécessitera une meilleure visibilité du site et des droits d'entrée adaptés aux différents niveaux de revenus. Addis-Abeba est une plaque tournante du trafic aérien visitée par des millions de voyageurs internationaux chaque année, qui, de plus, abrite de nombreuses églises, mosquées et musées anciens, ainsi que le siège d'organisations multilatérales. L'Africa Hall est donc bien situé pour être une attraction. Il convient de préserver le patrimoine qu'est ce site historique et son originalité, principalement en s'appuyant sur les connaissances et les matériaux disponibles localement. Il convient de consulter des experts des pays d'origine des œuvres d'art qui y sont exposées. L'équipe de projet devrait

réexaminer le dossier de décision du centre des visiteurs, en s'inspirant des systèmes de tarification des sites d'attraction environnants. Des groupes tels que les enfants, les étudiants et les personnes handicapées devraient être exonérés des droits d'entrée. Sa délégation appelle tous les États Membres à apporter des contributions volontaires à ce projet historique des Nations Unies.

38. **M^{me} Mwangi** (Kenya) dit que son gouvernement apprécie fortement la présence de l'Office des Nations Unies à Nairobi, qui fournit des services de conférence à deux programmes des Nations Unies qui ont leur siège à Nairobi, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), ainsi qu'à l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et à l'Assemblée d'ONU-Habitat qui en relèvent, dont la composition est universelle, comptant 193 États membres. Le centre de conférence fournit également des installations de conférence aux organismes, aux fonds et aux programmes des Nations Unies à Nairobi, et la demande de ces services est croissante. Conscient de la nécessité d'améliorer et d'étendre les installations de conférence, son gouvernement a beaucoup investi pour créer un environnement favorable. Il a récemment mis en place un guichet unique pour fournir plus efficacement des services relatifs aux relations avec le pays hôte. Le Kenya est déterminé à s'acquitter des obligations qui sont les siennes en vertu de l'Accord de siège.

39. Des améliorations telles que l'élargissement des routes, la signalisation et la décongestion des points secondaires et de sortie ont été réalisées dans la zone entourant l'Office des Nations Unies à Nairobi, et des mesures supplémentaires, y compris l'extension des services publics, sont à l'étude. Son gouvernement se félicite des mesures prises pour lancer le projet et soutient pleinement les recommandations du Secrétaire général. L'intervenante exhorte les États Membres à soutenir le projet afin de promouvoir le multilatéralisme. Le coût total maximal proposé pour l'option B, qui est de 265,6 millions de dollars, est modeste par rapport aux dépenses effectuées dans d'autres villes sièges. Un financement supplémentaire devrait être prévu pour que l'Office des Nations Unies à Nairobi puisse être à la hauteur de sa réputation de siège africain des Nations Unies.

40. Le fait que l'accès universel soit un principe de conception fondamental fondé sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées, les objectifs de développement durable et la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap témoigne de l'engagement de l'Organisation à promouvoir la pleine

participation et l'inclusion des personnes handicapées dans ses activités.

41. La délégation kenyane est préoccupée par la déclaration selon laquelle le processus de recrutement n'a pas permis de sélectionner des candidat(e)s possédant les compétences requises, car le Kenya dispose d'un secteur des technologies de l'information et des communications dynamique dont les professionnels novateurs occupent des postes dans les principales entreprises mondiales de technologie de l'information. Elle cherchera donc à obtenir de plus amples informations sur la question dans le cadre des consultations informelles.

La séance est levée à 10 h 55.